



31 mai 2016

L'honorable Carolyn Bennett, ministre des Affaires autochtones et du Nord Canada,
L'honorable Patty Hajdu, ministre du Statut de la femme,
L'honorable Jody Wilson-Raybould, ministre de la Justice et procureure générale du Canada
Chambre des Communes
Ottawa, ON K1A 0A6

Télec. : 613-992-1460

Courriel : minister@justice.gc.ca; Jody.Wilson-Raybould@parl.gc.ca

Objet : Exploitation sexuelle et disparition et meurtre de femmes et de filles autochtones

Mesdames les Ministres,

Permettez-nous de vous féliciter du lancement de votre enquête nationale et d'attirer votre attention sur le lien entre l'exploitation sexuelle et la disparition et le meurtre de femmes et de filles autochtones. Nous demandons que soient examinées et incluses dans l'enquête nationale les causes et les conséquences des actes de violence contre les femmes et les actes de violence racialisés et sexualisés.

Comme nous le signalions plus tôt ce mois-ci dans la lettre à la ministre Wilson-Raybould (à propos de la Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation), des membres de notre groupe sont confrontés à la triste réalité à laquelle sont confrontées quotidiennement bien des femmes et des filles autochtones au Canada et perçoivent le lien entre l'exploitation sexuelle commerciale et la disparition et le meurtre de femmes et de filles indigènes. En tant que groupe soucieux d'écouter la voix des autochtones et de leurs leaders et d'apprendre d'eux, nous, du Groupe de travail sur la traite des personnes du Canada, savons qu'au Canada, les femmes et les filles autochtones risquent plus élevé d'être victimes de violence, d'exploitation et de traite que les femmes et les filles non autochtones.

Beaucoup de groupes et d'organisations autochtones ont déployé de grands efforts pour souligner la relation entre la surreprésentation des femmes autochtones dans le commerce sexuel et leur risque plus élevé de meurtre ou de disparition. L'Association des femmes autochtones du Canada, en particulier, a fait des efforts exceptionnels pour attirer l'attention sur ces questions. Madame Dawn Lavell Harvard, présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada, a demandé d'instituer une enquête chargée d'examiner les cas de femmes autochtones prostituées

à bord de navires voyageant entre le Canada et les États-Unis.¹ Plus tôt cet année, l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC), l'Alliance canadienne féministe pour l'action internationale (ACFAI) et la revue canadienne *La femme et le droit* ont été les hôtes du séminaire « *Meurtre et disparition de femmes et de filles autochtones : planification du changement – Pour une enquête nationale et un plan d'action national efficaces* » et ont subséquemment publié 22 recommandations² touchant à la conception de l'enquête nationale. La huitième recommandation propose une approche systémique visant à examiner de nombreux facteurs, dont « les généralisations sexualistes à propos des femmes et des filles autochtones et les impacts et les conséquences de l'exploitation et de la traite sexuelles sur leur vie. » En outre, la onzième recommandation, axée sur l'exploitation sexuelle, fait la demande suivante :

« Que l'analyse, par l'enquête nationale, de la violence contre les femmes, racialisée et sexualisée, comporte l'examen de l'exploitation sexuelle et de la traite des femmes et des filles autochtones, de même que de leurs causes et conséquences

Nous pressons le gouvernement de se montrer ferme dans son leadership et son action, en partenariat avec les collectivités et les leaders autochtones, de prêter l'oreille aux femmes autochtones, de dévoiler courageusement les causes et de trouver des solutions holistiques, souples et sensibles.

Nous apprécierions l'occasion de vous rencontrer et de nous impliquer dans l'enquête publique, d'en apprendre davantage et de contribuer au succès de l'enquête.

Je vous prie d'accepter, Mesdames les ministres, l'expression de mes sentiments distingués.



Jennifer Lucking

présidente, Groupe de travail sur la traite des personnes au Canada

c.c :

Hon. Rob Nicholson, critique en matière de justice, Parti conservateur du Canada

Murray Rankin, critique en matière de justice, Nouveau Parti démocratique du Canada

Rhéal Fortin, chef intérimaire, Bloc québécois

Elizabeth May, députée, leader du Parti Vert du Canada

La révérende chanoine Alyson Barnett-Cowan, présidente, Conseil canadien des Églises

Fondé en 1944, le Conseil canadien des Églises est le plus vaste organisme œcuménique du Canada. Il représente en effet 25 Églises de traditions anglicane, catholique romaine et orientale, de l'Église libre, orthodoxe de l'Est et orientale et protestante historique. Nous sommes l'un des rares organismes œcuméniques à inclure une gamme aussi étendue d'Églises chrétiennes.

¹ <http://www.cbc.ca/news/canada/thunder-bay/inquiry-must-validate-stories-of-indigenous-women-prostituted-on-ships-nwac-1.3394386>

² http://www.nwac.ca/wp-content/uploads/2016/02/NWAC-FAFIAsymposium_22recommandations_2016_EN.pdf